



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture



# LES FEMMES, ACTRICES CLÉS DE L'ÉCOLOGISATION DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES MÉDITERRANÉENS: MOTEURS ET DÉFIS

## RÉSULTATS DU WEBINAIRE

### MESSAGES PRINCIPAUX

- En Méditerranée, les femmes contribuent aux systèmes alimentaires à différents titres, que ce soit en tant que productrices, innovatrices, chercheuses, consommatrices ou décideuses politiques, ce qui en fait des actrices clés de la transition verte des systèmes alimentaires méditerranéens. **Les femmes et les filles sont pourtant encore largement marginalisées en raison d'obstacles structurels et d'inégalités profondément ancrées entre les genres**, qui rendent leur expérience des changements climatiques radicalement différente de celle vécue par les hommes.
- L'accès équitable à l'éducation, à la formation et aux services financiers est essentiel** pour relever les défis posés par les inégalités entre les genres profondément ancrées dans la culture. Il est par ailleurs nécessaire d'officialiser et de reconnaître l'impact du travail informel — exigeant et chronophage — réalisé par les femmes, qui est souvent sous-estimé.
- Les progrès en matière d'intégration des femmes dans les politiques de transition verte et dans les processus décisionnels à l'échelle nationale et internationale sont lents: nous devons cesser de nous contenter de cocher des cases lorsqu'il s'agit de représentation sexospécifique, et nous attacher à **intégrer la planification sensible au genre dans les grandes politiques de transition écologique du secteur agroalimentaire** et prévoir des budgets tenant compte des questions de genre pour appuyer cette planification et garantir la mise en œuvre de stratégies. La **création de coalitions pluripartites peut aussi aider à améliorer la participation des femmes aux processus décisionnels**, à tirer parti de leur expertise et à accorder la priorité à leurs besoins. Enfin, les organisations de la société civile ont un rôle à jouer pour améliorer la représentation des personnes les plus touchées et garantir que leurs messages soient réellement entendus.
- Pour éradiquer les inégalités entre les genres tout **en encourageant le leadership des femmes et leur participation à la transition écologique des systèmes agroalimentaires, nous devons adopter une approche systématique** mobilisant différents secteurs liés à l'agroalimentaire et différentes parties prenantes. Cela nécessite également de renforcer la capacité d'action des femmes en améliorant leur accès à l'information, aux ressources, aux financements et à l'action collective.
- L'accès des femmes aux financements climatiques doit lui aussi être amélioré grâce à des engagements nationaux, des budgets spéciaux et de nouvelles formes d'investissements public-privé capables de **combler le fossé entre hommes et femmes dans le domaine des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM), en favorisant l'entrepreneuriat et les débouchés professionnels verts dans la région.**

### CONFÉRENCIERS



Moderator:

**Anna Dorangricchia**

Cheffe de projet, Égalité des genres, Division Affaires sociales et civiles, Union pour la Méditerranée ([UfM](#))



**Sarine Karajerjian**

Directrice de programmes, Programme de politique environnementale, Initiative de réforme arabe ([ARI](#))



**Frida Krifca**

Ministre de l'agriculture et du développement rural de l'Albanie et Présidente du Conseil de direction, [CIHEAM](#)



**Lauren Phillips**

Directrice adjointe, Division de la transformation rurale inclusive et de l'égalité des genres, [FAO](#)



**Shada El Sharif**

Conseillère principale en économie verte, changements climatiques et durabilité, et fondatrice [SustainMENA](#)



**Guadaluna Chaer**

Cofondatrice, [LUXEED Robotics](#)



**Gordana Rokvić**

Professeure associée, Faculté d'agriculture, [Université de Banja Luka](#)



**Rajae Chafil**

Director, Climate Change Competence Center of Morocco ([4C Maroc](#))

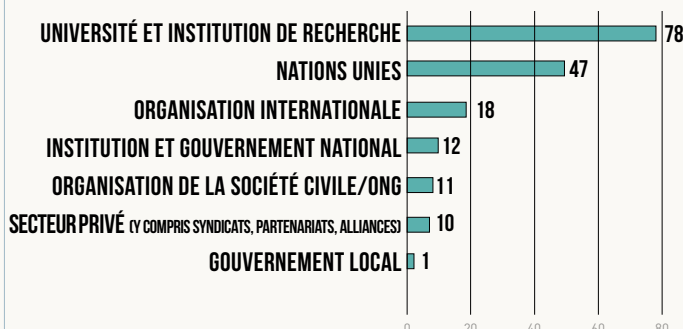


**Octavi Quintana Trias**

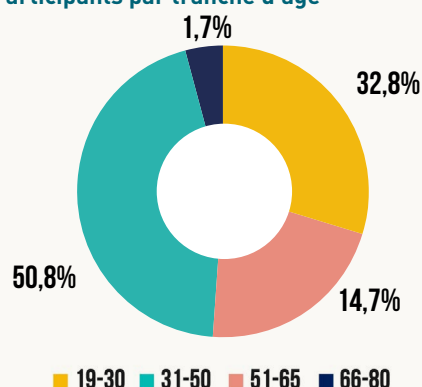
Director, [PRIMA Foundation](#)

Statistiques de participation | 177 participants de 38 pays. Parmi lesquels 138 participants de 16 pays méditerranéens.

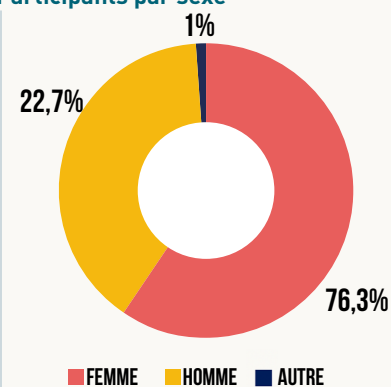
#### Nombre de participants par groupe de parties prenantes



#### Participants par tranche d'âge



#### Participants par sexe



Les discours liminaires ont été prononcés par:



### Le Ministère de l'agriculture et du développement rural de la République d'Albanie

représenté par Mme Frida Krifca, Ministre.

Le Ministère de l'agriculture et du développement rural est chargé de réglementer l'activité économique du secteur agricole de l'Albanie, dans le but d'en améliorer la capacité de production. Il est responsable de l'agriculture, du développement rural, de la sécurité sanitaire des aliments et de la protection des consommateurs, de la pêche et de l'aquaculture, et de l'administration de l'eau. Il est chargé de mettre en œuvre l'Instrument de préadhésion de l'UE pour le développement rural (IPARD), qui met 94 millions d'euros à la disposition des agriculteurs et agricultrices du pays pour appuyer les investissements sur les exploitations, l'investissement dans la transformation agricole et le développement rural.



Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

### L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

représentée par Mme Lauren Phillips, Directrice adjointe de la Division de la transformation rurale inclusive et de l'égalité des genres

La Division de la transformation rurale inclusive et de l'égalité des genres de la FAO coordonne les travaux relatifs à différentes dimensions sociales, y compris ceux relatifs aux institutions rurales, aux services, à la protection sociale, à l'égalité entre les genres, à l'emploi rural décent, aux droits fonciers et au droit à l'alimentation. En collaboration avec les pays membres et d'autres partenaires, elle met en œuvre une approche fondée sur les droits, afin d'autonomiser les personnes en renforçant les systèmes de protection sociale et en les étendant aux zones rurales, en diversifiant les possibilités d'emploi rural, en réduisant les écarts entre les genres et d'autres inégalités sociales, en consolidant les organisations de producteurs et en améliorant la gouvernance des régimes fonciers et l'accès des populations rurales pauvres aux ressources naturelles et productives et aux services financiers.

Les discours liminaires ont posé le contexte technique pour ce webinaire, en présentant la situation des femmes dans les systèmes agroalimentaires méditerranéens.

D'après un récent rapport de la FAO, intitulé *La situation des femmes dans les systèmes agroalimentaires*<sup>1</sup>, 36% des femmes actives à l'échelle mondiale travaillaient au sein des systèmes agroalimentaires en 2019. Dans la région méditerranéenne, les femmes contribuent aux systèmes alimentaires à différents titres, que ce soit en tant que productrices, innovatrices, chercheuses, consommatrices ou décideuses politiques. Toutefois, les tâches exigeantes et chronophages qu'elles effectuent, telles que la production alimentaire, le stockage, la transformation des aliments, la récolte et l'élevage d'animaux, sont souvent sous-estimées. Cette situation varie considérablement d'un pays à l'autre en raison de caractéristiques notamment socioéconomiques ou politiques différentes. Par exemple, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (région MENA), l'emploi des femmes dans les systèmes agroalimentaires ne dépasse pas 20%. Pourtant, dans certains pays comme le Maroc, celui-ci dépasse les 50%<sup>2</sup>. Dans les Balkans occidentaux et en Türkiye, les femmes rurales se heurtent à d'importants écarts entre les genres en matière de participation au marché du travail, et en sont souvent réduites à devoir effectuer des travaux agricoles informels et non rémunérés.

En tant qu'actrices clés des systèmes agroalimentaires, **les femmes peuvent jouer un rôle central dans la «transition verte» des systèmes alimentaires méditerranéens**, qui vise à garantir que ce dernier n'ait qu'un impact neutre ou positif sur l'environnement, à améliorer la résilience des systèmes alimentaires face aux effets des changements climatiques, et à

promouvoir une gestion plus durable des ressources naturelles. Les femmes et les filles sont pourtant encore marginalisées en raison d'obstacles structurels et d'inégalités profondément ancrées entre les genres. Par exemple, si les hommes et les femmes avaient le même accès aux intrants agricoles, ils et elles pourraient obtenir de meilleurs rendements, de façon à nourrir 150 millions de personnes souffrant de la faim supplémentaires dans le monde<sup>3</sup>. Des difficultés considérables persistent en matière d'accès aux ressources productives, à l'éducation et à la formation spécialisées, aux services agricoles et financiers, aux possibilités d'emplois verts et aux technologies et pratiques climato-intelligentes, souvent dominées par les hommes.

En raison de ces inégalités persistantes entre les genres, **les effets des changements climatiques subis par les femmes et les filles diffèrent de ceux subis par les hommes**. Leur résilience et leurs capacités d'adaptation sont souvent sapées par un contrôle limité sur des actifs vitaux comme la terre<sup>4</sup> et l'eau, ainsi que par une mobilité réduite, qui les expose davantage aux catastrophes. Prenons l'exemple de la **sécurité hydrique**, un problème majeur dans la région, dont les effets dépassent les frontières et se font ressentir sur les schémas migratoires, les dynamiques socioéconomiques et les crises géopolitiques. Pour accélérer la transition verte et améliorer la résilience face aux changements climatiques et aux pénuries d'eau, **les femmes ont besoin d'un meilleur accès aux technologies et pratiques hydriques et de capacités renforcées pour les exploiter**. Le rôle des femmes dans l'irrigation et la gestion de l'eau est sous-estimé. Cela s'explique notamment par le fait que l'adhésion aux associations d'usagers de l'eau est souvent limitée aux propriétaires terriens, limitant ainsi considérablement

la participation des femmes, surtout lorsque l'on sait que les femmes ne sont propriétaires que de 7% des terres agricoles au Proche-Orient et en Afrique du Nord<sup>5</sup> (seules 6,4% de femmes possèdent des biens immobiliers en Tunisie, 4,4% au Maroc, 4,1% en Algérie, 4% en Égypte et 3% en Jordanie; dans 75% des cas, ces biens sont de petites exploitations<sup>6</sup>).

**Pour éradiquer les inégalités entre les genres tout en encourageant le leadership des femmes et leur participation à la transition écologique des systèmes agroalimentaires, nous devons adopter une approche systématique** mobilisant différents secteurs liés à l'agroalimentaire et différentes parties prenantes. Parmi les pratiques réussies identifiées dans le rapport de la FAO [La situation des femmes dans les systèmes agroalimentaires](#), nous pouvons citer **le travail réalisé avec les organisations rurales dans le but de favoriser l'action collective** et l'adoption par les femmes de pratiques climato-intelligentes et de technologies favorisant les économies d'eau. Le soutien institutionnel, la formation et l'accès à l'irrigation ont été des facteurs centraux qui ont permis aux femmes de participer activement à certaines institutions publiques comme les associations d'usagers de l'eau en Égypte<sup>7</sup>. Les encadrés ci-dessous fournissent d'autres exemples de bonnes pratiques adoptées par le Gouvernement de l'Albanie pour lutter contre les écarts entre les hommes et les femmes dans le secteur agricole.

**Les femmes autonomisées sont mieux à même de faire face aux chocs engendrés par les changements climatiques.** Il est essentiel de soutenir la capacité d'action des femmes **en améliorant leur accès à l'information, aux ressources, aux financements et à l'action collective.** En mettant en œuvre des approches d'autonomisation, ne serait-ce que dans la moitié des ménages de petits exploitants, il est possible d'augmenter les

revenus de 58 millions de personnes et d'améliorer la résilience de 235 millions de personnes supplémentaires<sup>8</sup>.

**Le leadership des femmes dans l'élaboration de politiques en matière de changements climatiques doit aussi être renforcé,** puisque les stratégies nationales relatives à l'agriculture, aux changements climatiques et à la gestion des ressources naturelles ne contiennent pas toujours de considérations relatives à l'égalité entre les hommes et les femmes. C'est le cas par exemple en Bosnie-Herzégovine<sup>9</sup>, en Égypte<sup>10</sup> et au Liban<sup>11</sup>. Les approches de groupe peuvent encourager l'action collective en matière de politiques climatiques, et le fait d'assurer la **participation des femmes aux consultations politiques** en vue de l'élaboration de programmes et de plans d'adaptation **permet de garantir que les défis et opportunités qui leur sont propres sont suffisamment représentés.** Associées à la prise de décisions climatiques et environnementales, les stratégies d'investissement et de **budgetisation publique sensible au genre** sont essentielles pour créer un environnement propice à la résilience, à la réduction des inégalités et à l'autonomisation des femmes dans les systèmes agroalimentaires.

D'un point de vue commercial, investir dans l'amélioration et la requalification des compétences des femmes dans les secteurs verts, la réduction des écarts entre hommes et femmes dans le domaine du numérique et l'égalité des responsabilités en matière de garde d'enfants peut favoriser une transition verte et équitable sur le marché du travail dans l'agroalimentaire. Il convient d'exploiter le potentiel des secteurs de l'économie verte à offrir de nouvelles opportunités de carrière et de meilleurs salaires, afin de lutter contre les forts taux de chômage chez les jeunes de la région méditerranéenne<sup>12</sup>.

## UN TRAVAIL NORMATIF SUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES GENRES EN ALBANIE

EXPÉRIENCE / ALBANIE

L'égalité entre les genres et l'autonomisation des femmes sont considérées comme des questions prioritaires par un certain nombre de documents politiques nationaux en Albanie, dont la Stratégie et le Plan d'action nationaux sur l'égalité entre les genres 2022-2030 adoptés récemment, et renforcées par l'ambition du pays d'adhérer à l'Union européenne. Après avoir adopté sa *loi sur l'égalité entre les genres* en 2008, l'Albanie a mis en place plusieurs réformes visant à assurer la réalisation des normes internationales en matière de droits humains et d'égalité entre les genres. Citons par exemple la *loi sur la protection contre la discrimination*, la *loi de lutte contre les violences domestiques*, la *loi organique sur le budget*, le *code électoral albanais*, la *loi sur le financement des collectivités locales*, la *loi sur les droits et la protection de l'enfance* et la *loi sur l'aide juridictionnelle*. Toutes ces lois ont été élaborées pour assurer la promotion, l'exécution et le contrôle de la non-discrimination sur la base du sexe et de l'identité de genre.

Conformément aux objectifs de développement durable (ODD), le Ministère de l'agriculture et du développement rural a élaboré sa [stratégie sectorielle 2021-2027](#), qui accorde une attention particulière aux approches transformatrices de l'égalité entre les genres dans les systèmes agroalimentaires, dans l'optique de lutter contre les inégalités entre les genres et de combler les écarts existants. Parmi les exemples d'initiatives réussies en Albanie, citons la discrimination positive instaurée pour accroître la participation des femmes aux activités entrepreneuriales, ou encore les projets favorisant l'autonomisation des femmes rurales par le biais d'incubateurs d'entreprises agricoles dirigées par des femmes, qui affiche un taux de réussite sans précédent (près d'une candidature réussie sur trois grâce au [programme IPARD II](#)).

## PROJET TOURISME ET ÉGALITÉ ENTRE LES GENRES EN MILIEU RURAL (PROJET GREAT)

EXPÉRIENCE / ALBANIE

Depuis 2021, le projet [GREAT](#), financé par le Gouvernement italien et mis en œuvre par ONU Femmes et la FAO, en collaboration avec le Ministère de l'agriculture et du développement rural, contribue au développement économique durable des femmes rurales et de leurs communautés, en augmentant leurs revenus et en améliorant leur capacité à obtenir un emploi. Ce projet vise à améliorer les capacités des femmes rurales à développer leurs propres entreprises, à s'organiser en toute autonomie, à former des groupes locaux et à améliorer leur accès aux financements. Il aide par ailleurs les municipalités ciblées à promouvoir et donner la priorité aux entreprises créées par des femmes rurales, le tourisme rural et le développement de la chaîne de valeur dans le cadre d'incubateurs d'entreprises agricoles dirigées par des femmes. L'un des éléments centraux de ce projet est la sensibilisation au rôle et aux contributions essentielles des femmes et des filles rurales à la vie économique et sociale locale.

## CONCLUSIONS DE LA TABLE RONDE

Le webinaire visait à répondre aux questions fondamentales suivantes:

- **Comment l'écologisation des systèmes alimentaires méditerranéens peut-elle être un moteur plutôt qu'un frein à la participation égale des femmes et des hommes, et quels sont les risques d'une transition verte qui ignore la dimension de genre?**
- **Existe-t-il des politiques, programmes ou avancées technologiques ou scientifiques qui se sont avérés efficaces pour surmonter les obstacles empêchant les femmes de participer à la transition verte?**
- **Qu'est-ce qui doit changer pour garantir à la fois l'écologisation des systèmes alimentaires, mais aussi la participation des femmes à ces systèmes et le leadership féminin, et qui doit contribuer à cette transformation/qui est responsable de cette transformation?**

La table ronde a permis à plusieurs groupes de parties prenantes de partager leurs expériences.

### DÉFIS ET OPPORTUNITÉS: MISE EN PLACE DE COALITIONS POUR UNE TRANSITION VERTE ET JUSTE EN MÉDITERRANÉE

Un aperçu du cadre politique actuel en Méditerranée du Sud et en Méditerranée orientale a été présenté par:



#### [L'Initiative de réforme arabe \(ARI\)](#)

représentée par Sarine Karajerjian, Directrice de programmes du Programme de politique environnementale.

L'Initiative de réforme arabe est un groupe de réflexion indépendant qui travaille avec des spécialistes partenaires au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et ailleurs pour formuler un programme local de changement démocratique et de justice sociale. Elle effectue des recherches et des analyses politiques et offre une plateforme fondée sur les principes de diversité, d'impartialité et d'égalité entre les genres donnant à des personnes inspirantes la possibilité de s'exprimer.

#### **Les modes de gestion des ressources naturelles, la présence d'aliments sur nos tables et la gestion des déchets ont tous des implications politiques.**

Au fil de l'histoire, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ont été d'importants fournisseurs de denrées alimentaires pour les pays voisins. Toutefois, les conflits incessants, les crises complexes et l'obsolescence progressive des systèmes ont rendu l'exploitation des ressources non durable. La situation actuelle incite à remettre en question les pratiques de gestion des ressources naturelles et les systèmes politiques qui autorisent la prise de décisions à court terme en matière environnementale.

Les discussions avec des universitaires et des professionnels et professionnelles de la région organisées dans le cadre d'une conférence de l'ARI (voir l'encadré ci-dessous) ont principalement porté sur la redéfinition du concept de «transition juste». La transition verte et juste cherche à garantir que les retombées positives du passage à une économie plus verte et plus durable sont partagées largement et de manière inclusive, y compris avec les populations qui sont laissées de côté par le système économique actuel (telles que les communautés souffrant de la dégradation de l'environnement, d'insécurité alimentaire, de pénuries d'eau, ou celles ne bénéficiant que d'un appui restreint pour s'adapter aux changements climatiques ou en atténuer les effets). Il existe toutefois encore plusieurs **obstacles importants à la réalisation d'une transition verte et juste**. La militarisation et les conflits prévalents dans la région MENA, qui touchent le Soudan, le Liban, la Syrie, l'Iraq, la Libye et d'autres pays arabes ainsi que certaines zones des Balkans, représentent un obstacle de taille. De plus, la forte dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles et les crises économiques et politiques qui l'accompagnent freinent encore

davantage les progrès. Troisièmement, une distinction doit être faite entre la souveraineté alimentaire et la sécurité alimentaire.

#### **Jouir de la sécurité alimentaire ne garantit pas nécessairement la propriété et le contrôle des ressources.**

L'accès aux ressources et aux moyens de production, tels que les semences, les terres et l'eau, ainsi que l'accès à l'autonomie financière, sont des éléments clés de la souveraineté alimentaire, nécessaires à l'autodétermination des parties prenantes des systèmes agro-alimentaires. Enfin, il est impossible d'entreprendre une transition réussie sans donner des fondements solides aux processus démocratiques dans les pays arabes. Malheureusement, le resserrement de l'espace de dialogue et de participation nuit à l'organisation de réunions et à la véritable représentation des acteurs de la société civile qui peuvent façonner l'avenir de la région et de ses ressources.

### LES AVANTAGES DE LA TRANSITION VERS UNE ÉCONOMIE PLUS VERTE ET PLUS DURABLE DOIVENT ÊTRE PARTAGÉS DE MANIÈRE INCLUSIVE

Le rôle des organisations de la société civile (OSC) qui luttent activement contre les problèmes environnementaux et sont présentes dans la région depuis les années 1980 et 1990 doit être reconnu. Ces mouvements, auparavant uniquement axés sur des préoccupations environnementales, tiennent désormais compte des questions d'équité et de dignité et des moyens d'existence. La création de coalitions rassemblant ces OSC est impérative pour améliorer la représentation des femmes et des jeunes et garantir que la voix des personnes bénéficiant le plus des technologies environnementales est véritablement entendue. De nombreux projets voyant le jour dans le Sud, comme la construction de panneaux solaires de grande échelle, soulignent la tendance pour la région MENA à n'être perçue que comme simple bénéficiaire de ces technologies environnementales. La transition dans des domaines comme l'énergie, l'alimentation et

l'eau nécessite un examen attentif des résultats souhaités et des conséquences pouvant affecter les communautés locales.

**Nous devons impérativement mettre les communautés locales au cœur des conversations et comprendre leurs besoins et aspirations.**

Les communautés elles-mêmes sont les véritables spécialistes, puisqu'elles connaissent bien les difficultés auxquelles elles sont confrontées. Les solutions technologiques ne doivent pas éclipser leurs expériences ou négliger les mesures adaptatives qu'elles ont déjà prises. Il est essentiel de fournir aux communautés des plateformes pour exprimer leurs préoccupations et leurs points de vue et de garantir leur participation active aux processus décisionnels. Il est tout aussi urgent de garantir que les femmes sont informées et représentées dans les systèmes politiques et processus stratégiques destinés à façonner les sociétés de demain. Nous devons **éviter d'imposer une approche universelle empruntée à des contextes extérieurs**, et nous attacher plutôt à relever les défis et à tenir compte des aspirations uniques de la région Méditerranée.

**Les parties prenantes doivent travailler ensemble, éviter les cloisonnements et reconnaître l'intersectionnalité.** Les mouvements et coalitions comme l'ARI et ses groupes de travail régionaux sur l'eau, l'alimentation et l'énergie peuvent aider à produire des connaissances pour les communautés et parties prenantes locales et à faire entendre leur voix au sein des forums internationaux.

L'ARI étant un réseau d'instituts de recherche et de politiques, il convient de noter également que les hommes et les femmes se détournent du domaine de recherche relatif à l'agriculture, à

l'alimentation et au développement rural. Parmi les principales difficultés auxquelles se heurtent les spécialistes de ces domaines, citons l'accès limité aux ressources et financements, les stéréotypes de genre et la discrimination sexiste, les problèmes d'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle, l'absence de réseaux de soutien, et la représentation limitée dans les rôles de leadership. Pour surmonter ces difficultés, et ouvrir davantage ce secteur de recherche aux femmes, il est possible d'instaurer différentes mesures et politiques. Il serait possible par exemple de mettre en place des programmes de mentorat et des réseaux de soutien, de promouvoir la diversité de genre dans les postes à responsabilités, de créer des modalités de travail flexibles, de garantir un accès équitable aux financements et aux ressources, d'offrir des opportunités de formation et de développement professionnel ciblées, de sensibiliser aux stéréotypes inconscients et de lutter contre la discrimination, de mettre en place des modèles de référence ou encore de favoriser une culture professionnelle positive.

**Les chercheuses confirmées peuvent jouer un rôle crucial en encourageant et en attirant des femmes plus jeunes dans le secteur de la recherche agricole, en agissant comme mentores et défenseuses de l'égalité des chances.** Leurs conseils, leur soutien et le partage de leurs expériences peuvent aider les jeunes chercheuses à surmonter les défis et à faire avancer leur carrière. Toutefois, la création d'un secteur de recherche plus inclusif nécessite un effort collaboratif de la part des institutions, responsables politiques et chercheurs de sexe masculin.

## PROJET "JUST TRANSITION GREEN BRIDGE"

COLLABORATION / MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

Sous l'égide du [Programme de politique environnementale](#) de l'Initiative de réforme arabe (ARI), ce [projet](#), financé par la Commission européenne, crée des liens entre les OSC et les initiatives locales et les aide à participer réellement aux politiques publiques et à influencer les dialogues politiques dans la région et à propos de celle-ci. Il garantit également que les efforts déployés pour lutter contre les changements climatiques et la dégradation de l'environnement tiennent compte des contributions des communautés affectées, luttent contre les inégalités profondes et, au bout du compte, appuient la création de structures de gouvernance redevables et démocratiques. Il est axé sur trois thématiques centrales: la souveraineté alimentaire, la transition énergétique et l'accès à l'eau/injustice hydrique.

Dans le cadre de ce projet, l'ARI, en partenariat avec Alternative Policy Solutions (APS) de l'Université américaine du Caire (UAC) et avec l'Institut marocain d'analyse des politiques, a organisé une conférence intitulée: «[Organisations de la société civile et transition juste au Moyen-Orient et en Afrique du Nord: défis et opportunités](#)». Financée par la Commission européenne, cette conférence a rassemblé, à Beyrouth du 29 au 31 mai 2023, spécialistes, activistes et responsables politiques pour examiner les défis critiques auxquels la région est confrontée dans le contexte des changements climatiques et de la justice sociale. Les membres du panel, issus d'horizons différents, ont traité de sujets tels que le financement de l'action climatique, les mouvements de jeunes, le genre et la justice sociale, ou encore la résilience communautaire. La conférence avait pour objectif de favoriser le dialogue, de susciter la formation de partenariats et d'inspirer la prise de mesures favorables à un avenir plus juste et durable pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

La question de l'importance de l'écologisation des systèmes agroalimentaires pour la lutte contre les problématiques sociales a été présentée par:



### **La Faculté d'agriculture de l'Université de Banja Luka**

représentée par Mme Gordana Rokvić, Professeure associée.

La Faculté d'agriculture de l'Université de Banja Luka a pour mission de former de jeunes spécialistes dans le domaine des sciences et autres professions agricoles, en leur transmettant des contenus par le biais de méthodes pédagogiques modernes liées au processus scientifique et de recherche, qui seront en mesure d'exploiter leurs connaissances et de contribuer au développement d'une agriculture conforme aux tendances européennes modernes de développement durable. La Faculté s'engage à améliorer la qualité de l'enseignement supérieur par le biais de travaux scientifiques et de recherche, du développement technologique et de l'application d'une approche innovante.



### **SustainMENA**

représenté par Mme Shada El Sharif, Fondatrice et Conseillère principale en économie verte, changements climatiques et durabilité.

SustainMENA est une plateforme consultative et de sensibilisation aux changements climatiques, à la durabilité et à l'économie verte. Basée en Jordanie, elle opère dans toute la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Au nom de différents clients issus des secteurs public, privé et du développement international, SustainMENA fournit une assistance consultative dans l'optique de faire avancer les politiques, projets et partenariats conformément aux cadres de développement durable mondiaux, régionaux et nationaux. L'organisation contribue également au leadership intellectuel sur ces sujets par le biais de documents politiques, de publications sur les réseaux sociaux, de participations à des conférences, et de contributions aux plateformes médiatiques nationales et internationales.

La transition juste en Méditerranée doit non seulement être axée sur un avenir décarboné, mais aussi prévoir une transformation sociale ne laissant personne de côté. Les femmes rurales ont souvent été affectées de manière négative parce qu'elles participent principalement à la production à petite échelle, par définition moins productive. De plus, leurs activités sont étroitement liées aux connaissances et savoir-faire traditionnels.

L'exemple de la Bosnie-Herzégovine est important pour comprendre pourquoi la transition verte doit être juste et inclusive. La transition verte est devenue une condition obligatoire et contraignante pour tous les pays cherchant à intégrer l'Union européenne. Toutefois, la mise en œuvre concrète de la transition verte prévue dans les documents stratégiques est toujours à la traîne. En même temps, le secteur agricole de la Bosnie-Herzégovine est attiré vers un type de transition opposé, dirigé vers une production axée sur le marché pour faire face à la concurrence sur le marché européen exigeant. Historiquement, la production axée sur le marché a supposé d'ignorer ou de négliger les pratiques traditionnelles, extensives, moins productives, de petite échelle et à faible rendement, en faveur de systèmes de production intensive rarement respectueux de l'environnement. On estime que 80% du budget consacré à l'agriculture de la Bosnie-Herzégovine est attribué aux activités soutenant les pratiques des systèmes alimentaires intensifs, et que les fonds de préadhésion fournis par l'UE sont principalement mis à la disposition des grandes exploitations, elles-mêmes associées à des systèmes de production intensive<sup>13</sup>. **La seule façon d'assurer la réussite de la transition verte est de pénaliser et décourager les systèmes de production intensive non durables, tout en récompensant les producteurs et productrices durables et en reconnaissant les efforts déployés par ces personnes pour**

**préserver les ressources.** Il convient de normaliser la production agricole respectueuse de l'environnement, de prévoir des mesures incitatives pour les producteurs et productrices qui adoptent des pratiques durables et d'assurer leur reconnaissance sur le marché, par exemple par le biais de l'étiquetage ou d'autres modes d'information des consommateurs. La production biologique ne suffit pas à satisfaire toute la demande; il est essentiel de reconnaître également dans quelle mesure la production des produits conventionnels est durable. Les pratiques de production alimentaire qui visent à conserver les ressources génétiques, à protéger le savoir autochtone et à préserver les valeurs locales peuvent contribuer à une transition verte transformatrice vers des systèmes alimentaires plus durables.

**La transition verte présente une opportunité pour les femmes rurales, puisqu'elle encourage un retour à une production et à des activités respectueuses de l'environnement dans les zones rurales.** Si les politiques de développement agricole rural donnent la priorité aux systèmes de production respectueux de l'environnement, les femmes rurales pourraient bénéficier de cette transition et des fonds qui y sont rattachés (tels que ceux rendus disponibles dans le cadre du processus de préadhésion à l'UE). Le défi consiste néanmoins à s'assurer que ces systèmes sont appréciés de la même façon sur le marché. Si certaines mesures ont été prises dans certains pays méditerranéens pour introduire une aide à la production biologique, à la transformation sur l'exploitation et à la production de produits géographiquement spécifiques, les politiques écologiques sont encore dénuées de budgets tenant compte de la question du genre, contrairement à ce que prônent les programmes régionaux comme le [Programme vert pour les Balkans occidentaux](#) ou l'[Agenda 2030 Greener-Med](#) de l'UpM.

Afin de favoriser la transition verte et d'en assurer la concrétisation, il est nécessaire de bénéficier d'un **appui politique et institutionnel solide envers des processus plus inclusifs**. De nombreux pays méditerranéens manquent encore de mesures visant à accroître le cofinancement des investissements liés à la transition verte et à l'instauration de systèmes alimentaires durables. Il existe encore des lacunes dans la mise en œuvre de méthodes de planification stratégique à l'échelle locale qui soient ascendantes et participatives, en raison de dynamiques du pouvoir favorisant la marginalisation des femmes rurales et leur exclusion des processus de planification stratégique. Cela mène à l'élaboration et à la mise en œuvre de mesures qui ne sont pas suffisamment ciblées ni adaptées. En conclusion, **tant que les mesures contribuant à la transition verte n'intégreront pas une planification et des budgets tenant compte des questions de genre dans les principales politiques de développement agricole des zones rurales, les intérêts des femmes rurales demeureront quelque peu invisibles**.

La Jordanie, et plus généralement la région MENA, affiche un contraste frappant entre, d'une part, le fort taux d'alphabétisation des femmes et, d'autre part, leur manque de représentation dans la population active. Ce contraste porte même un nom, celui de «paradoxe de la région MENA». Malgré un taux d'alphabétisation des femmes supérieur à 90% en Jordanie<sup>14</sup>, la participation des femmes au marché du travail demeure l'un des plus faibles du monde. Cette disparité est due à plusieurs facteurs, tels que le problème de la garde d'enfants, l'absence de politiques d'appui, les problèmes structurels, les normes sociales, les écarts salariaux et la législation.

Le taux de pauvreté des Jordaniennes est particulièrement élevé, à 51%, contre 48,6% pour les hommes. L'emploi informel est un défi persistant, les femmes représentant 56,8% de la main-d'œuvre informelle globale<sup>15</sup>. Malgré ces difficultés, les femmes en Jordanie atteignent des niveaux d'éducation élevés, ce qui rend leur exclusion économique d'autant plus inquiétante. Sur une note plus positive, la **reconnaissance des risques liés aux changements climatiques s'accroît en Jordanie**, de même que celle du besoin d'intégrer l'action climatique dans le développement économique, en reconnaissant ces risques et en essayant de les transformer en leviers du développement et de la résilience. À cet effet, la [Vision de modernisation économique](#) du pays prévoit un moteur de croissance axé sur l'économie verte et les ressources durables. L'élaboration des [Plans d'action nationaux pour une croissance verte](#) de la Jordanie a pris la forme d'un dialogue impliquant de nombreuses parties prenantes, dont le secteur privé et la société civile. En tant qu'actrices clés du développement économique, les femmes ont participé à l'élaboration de ces plans, ce qui montre bien qu'il est important non seulement d'intégrer la question des opportunités pour les femmes

dans la vision, mais aussi d'inclure les femmes dans l'élaboration des politiques elles-mêmes. **Les femmes doivent prendre part aux processus politiques et décisionnels à tous les niveaux**: à cette fin, une annexe traite spécifiquement de l'intégration de la question de genre et des femmes dans tous les piliers des plans. La vision a pour objectif de créer un million d'emplois au cours des dix prochaines années, dont un tiers destinés spécifiquement aux femmes. Pour atteindre cet objectif, une analyse a été menée pour identifier les secteurs où les femmes présentent un avantage concurrentiel, comme l'éducation, la santé, les services professionnels et techniques et les entreprises à domicile. Si les Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ont souligné, dans différentes décisions fondamentales, l'importance du leadership féminin dans l'élaboration de politiques relatives aux changements climatiques, les progrès demeurent lents et inégaux. D'après des chiffres de l'ONU<sup>16,17</sup>, seules 13% des délégations de pays étaient dirigées par des femmes lors de la COP26, ce qui souligne le manque de visibilité des femmes leaders sur la scène internationale. De plus, seules 40% des personnes étant intervenues en plénière, et seulement 36% des points focaux sur les changements climatiques à l'échelle mondiale, étaient des femmes. L'absence de femmes sur la scène internationale, que ce soit au sein des équipes de négociation ou de conception de politiques, laisse penser que les femmes ne parviennent pas à faire entendre leur voix et que leurs besoins ne sont pas suffisamment pris en compte. De plus, l'examen

## LES FEMMES DOIVENT PRENDRE PART AUX PROCESSUS POLITIQUES ET DÉCISIONNELS A TOUTS LES NIVEAUX

des contributions déterminées au niveau national, qui présentent les objectifs des pays en matière de lutte contre les changements climatiques, a dévoilé que seule la moitié de ces contributions mentionnaient les inégalités entre les genres et le rôle que pouvaient jouer les femmes. **Ces contributions déterminées au niveau national classent souvent les femmes comme des groupes vulnérables plutôt que comme des actrices à part entière de la lutte contre les changements climatiques**. Cette situation persiste à la fois à l'échelle nationale et internationale, le nombre d'organisations possédant des données sur les femmes et leur vulnérabilité demeurant très restreint. Nous devons **cesser de nous contenter de cocher des cases lorsqu'il s'agit de représentation sexospécifique et nous concentrer davantage sur l'élaboration de politiques inclusives et éclairées**.



Dans le cadre d'une collaboration entre le Ministère de l'agriculture en Bosnie-Herzégovine et ONU Femmes, des mesures visant à tenir compte des questions sexospécifiques et à venir en aide aux femmes dans les zones rurales ont été introduites dans le pays. Celles-ci ont favorisé l'auto-organisation par la création d'associations de femmes rurales (p. ex., associations de femmes produisant de la crème de lait traditionnelle ou des confitures traditionnelles de cerises cornéliennes fouettées), dans un premier temps sous la forme d'organisations non gouvernementales puis d'organisations productives axées sur le marché. Les femmes sont aussi encouragées à prendre part à des activités agricoles et non agricoles comme l'agrotourisme, la production artisanale et la restauration.

Ces mesures se sont avérées efficaces pour inciter les femmes à s'inscrire sur le Registre agricole, ce qui a eu pour conséquence une hausse du nombre de femmes enregistrées comme propriétaires ou cheffes d'exploitations agricoles, passant d'une participation féminine de 4% il y a 10 ans à un taux de ménages dirigés par des femmes actuellement inscrits de 22%. Cette hausse est significative, car l'inscription de leurs exploitations agricoles oblige les femmes à contribuer à leur retraite et à leur assurance santé et leur fournit ainsi une sécurité sociale pour leurs vieux jours dans le cadre d'un régime de retraite agricole.

### UNE COLLABORATION PLURIPARTITE LUTTANT CONTRE LES PROBLÈMES CLIMATIQUES ET SEXOSPÉCIFIQUES

La Jordanie présente de nombreux exemples de collaboration entre différentes parties prenantes, telles que le secteur privé et les institutions publiques, qui contribuent à faire participer les femmes à la mise en œuvre de stratégies de développement vert:

- Le [Projet de forêt du Sahara](#), mis en œuvre à Aqaba, en Jordanie, dans le cadre d'un accord avec l'Ambassade de Norvège, est une collaboration entre le secteur privé et les institutions publiques qui favorise la recherche de solutions innovantes fondées sur une approche plus holistique pour relever les défis en matière énergétique, alimentaire et de sécurité hydrique. Ce projet prévoit un programme de vulgarisation en collaboration avec les universités locales, qui forme les femmes à différentes technologies propres comme l'énergie solaire, la désalinisation, l'hydroponie ou encore l'aquaponie. Il combine différentes technologies environnementales pour favoriser la croissance restaurative, définie comme la revégétalisation et la création d'emplois verts par le biais d'une production rentable d'aliments, d'eau douce, de biocarburants et d'électricité.
- Le projet «*Améliorer la résilience pour faire face aux changements climatiques en Jordanie par l'amélioration de l'efficacité d'utilisation de l'eau dans le secteur agricole (BRCCJ)*» est conçu pour améliorer la résilience face aux changements climatiques des systèmes de gestion de l'eau et de la communauté agricole, en partant de l'idée que les femmes sont des agents du changement pour l'adaptation climatique. Ce projet, mis en œuvre par la FAO, le PNUD et plusieurs ministères du Gouvernement jordanien, est cofinancé par le Fonds vert pour le climat, le Gouvernement jordanien, la FAO et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour plus de 30 millions d'USD.
- Le projet [Smart Desert](#), financé par l'Agence française de développement et mis en œuvre par un partenariat public-privé coordonné par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), vise à proposer à près de 15 000 agriculteurs et jeunes entrepreneurs (y compris des réfugiés syriens) du nord du pays des ateliers de renforcement des capacités de diversification de la production et à leur transmettre de meilleures pratiques agricoles, des compétences techniques, des équipements pour l'agriculture durable et une aide à l'emploi (incubateur d'entreprises).

### COMMUNAUTÉ DE LA FAO POUR LES FEMMES LEADERS DANS LES ZONES ARIDES

La [Communauté de pratique WeCaN pour les femmes dans les régions arides et les systèmes agrosylvopastoraux](#), établie par la [Division des forêts](#) et la [Division de coopération Sud-Sud et triangulaire de la FAO](#), fournit aux femmes une plateforme pour les aider à s'exprimer et à s'unir pour lutter contre la discrimination et les obstacles sociaux structurels. Elle leur offre un espace d'apprentissage mutuel, dans lequel elles peuvent partager leurs expériences, bonnes pratiques et enseignements par le biais d'échanges de connaissances, de création de partenariats et d'opportunités de renforcement des capacités entre pays du Sud.

Le [Parcours de formation au plaidoyer WeCaN](#) est conçu pour améliorer l'accès et les contributions des femmes à la planification et à la prise de décisions dans les forêts des zones arides et en matière de gestion agrosylvopastorale. Cela suppose d'améliorer la compréhension des questions sexospécifiques associées aux changements climatiques, aux sécheresses et à la désertification, de mettre en lumière les inégalités fondées sur le genre et de renforcer les compétences en leadership, en expression orale et en négociation des points focaux WeCaN, afin d'exercer une influence sur le dialogue politique actuel. La série de formations se déroule sur plusieurs sessions, dont huit consacrées à la conception d'actions de plaidoyer et aux stratégies en la matière ayant pour objectif d'influencer les détenteurs du pouvoir, deux portant sur les questions de genre dans les COP de la CLD: conclusions, espaces et opportunités de plaidoyer, et deux autres relatives au cadre politique de la CCNUCC et à l'intégration des organisations de la société civile dans les COP de la CCNUCC: opportunités de plaidoyer pour les organisations dirigées par des jeunes et des femmes.

## INTÉGRATION DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES GENRES DANS LE FINANCEMENT VERT ET DE L'ACTION CLIMATIQUE

Les perspectives relatives aux solutions à mettre en œuvre pour améliorer l'accès des femmes aux financements grâce au financement de l'action climatique ont été présentées par:



### LUXEED Robotics

représenté par Mme Guadaluna Chaer, Cofondatrice

LUXEED Robotics est une start-up agrotechnique en phase de démarrage à l'origine d'une machine agricole intelligente qui utilise des lasers et l'intelligence artificielle pour identifier et éliminer avec précision les adventices, supprimant par la même occasion la nécessité de recourir aux herbicides et améliorant la santé des sols. Cette machine a le potentiel de presque doubler le rendement agricole et de promouvoir l'agriculture biologique et durable. LUXEED Robotics a été fondé à Beyrouth par de jeunes entrepreneurs et entrepreneuses avec l'aide du [Programme Agrytech](#) de Berytech, un programme d'incubateur d'entreprises qui leur a fourni des enseignements relatifs à l'entrepreneuriat en parallèle de leurs études et les a aidés à obtenir des fonds pour développer ce robot.



### Centre de compétences Changement climatique du Maroc (4C Maroc)

représenté par Mme Rajae Chafil, Directrice

4C Maroc est une plateforme nationale de dialogue et de renforcement des capacités de différentes parties prenantes et une plateforme d'information sur les changements climatiques ouverte à son environnement régional, continental et international. Le centre, fondé en 2016 pendant la COP22, est engagé dans la coopération internationale en Afrique et comprend un Groupement d'intérêt public qui rassemble des acteurs institutionnels de différents horizons impliqués dans la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques. Les quatre piliers de 4C Maroc sont les suivants: contribuer au renforcement des capacités des acteurs nationaux en matière de changement climatique; capitaliser l'information/la connaissance/le savoir-faire en matière de vulnérabilité, adaptation, atténuation et finance liés au changement climatique; développer des outils d'aide à la prise de décision en matière de changement climatique; contribuer à l'effort mondial en assurant le partage d'expérience, la veille et le réseautage en lien avec le changement climatique au niveau international.

**Le financement de l'action climatique est en mesure de favoriser l'autonomisation économique des femmes.** Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), toutefois, seulement 0,05% de l'aide internationale au développement liée au climat est attribuée aux femmes. Un montant aussi insignifiant ne peut garantir ni l'égalité entre les genres ni la sécurité climatique et alimentaire des femmes. Les pays doivent exploiter leurs ressources nationales et mobiliser des organismes financiers internationaux, investisseurs du secteur privé, fonds concessionnels et partenaires du développement. **En alignant les stratégies nationales sur les priorités en matière de climat et de genre, les pays peuvent développer un ensemble de projets bancables qui démontrent clairement l'impact sur l'environnement et la société pour attirer des fonds spécialisés ciblant spécifiquement les femmes.** Les encadrés ci-dessous illustrent comment les fonds sensibles au climat peuvent contribuer à l'écologisation des stratégies au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Afin de mieux améliorer les opportunités d'autonomisation économique des femmes et d'améliorer leur situation dans les communautés rurales, il est nécessaire de **transférer les connaissances et d'assurer l'échange d'expériences entre pays** de la région. Il est essentiel de poursuivre les efforts pour surmonter les obstacles et créer un environnement propice permettant aux femmes de participer activement à l'économie tout en répondant aux défis liés aux changements climatiques. Il est possible pour cela d'assurer la collaboration entre différentes parties prenantes, à la fois publiques et privées, y compris en matière de financements.

**À mesure que de nouvelles politiques favorisent la transition**

**verte, la demande de «compétences écologiques» devrait s'accroître sur le marché.** Les secteurs de l'économie verte ont le pouvoir de résoudre les forts taux de chômage touchant la jeunesse méditerranéenne, en lui offrant de nouvelles opportunités de carrière et de formation et en créant des emplois mieux rémunérés<sup>18</sup>. Cela peut toutefois aussi aggraver les obstacles empêchant déjà l'intégration totale des jeunes femmes dans l'espace économique et le marché du travail, tels que la fracture numérique entre hommes et femmes et le fossé en matière d'emploi dans les domaines des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM). Les femmes représentent 57,7% des personnes diplômées de l'enseignement supérieur dans l'Union européenne (UE), et la part d'étudiantes dans les programmes de STIM représente 34 à 57% dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. Toutefois, le nombre de femmes travaillant dans ces secteurs est bien moins élevé que le nombre d'hommes, et ce partout dans la région Méditerranée<sup>19</sup>. **Pour garantir une transition verte et équitable du marché du travail dans le secteur agroalimentaire, et donc contribuer à des systèmes alimentaires plus inclusifs et résilients en Méditerranée, il est nécessaire d'investir dans l'amélioration et la reconversion des compétences des femmes dans les secteurs verts, mais aussi dans l'appui à une transition entre le milieu scolaire et le monde professionnel dans le domaine des STIM.** En parallèle, les conditions de travail doivent réduire les préjugés inconscients à l'encontre des capacités scientifiques et numériques des femmes, tout en favorisant l'égalité des responsabilités en matière de garde d'enfants.

Le cas du Liban, présenté par la cofondatrice de LUXEED Robotics, montre dans quelle mesure un soutien financier adéquat peut favoriser la transition verte en facilitant le développement de start-up vertes codirigées par de jeunes diplômées. Au Liban, différents programmes et écosystèmes comme Berytech, le Centre Asher pour l'innovation et l'entrepreneuriat (ACIE) et l'Association d'incubateurs d'entreprises à Tripoli (BIAT), soutiennent activement les start-up locales en leur fournissant des possibilités de financement, et des institutions étrangères contribuent à l'écosystème des start-up en leur proposant des subventions. Celles-ci jouent un rôle vital aux premières étapes de la vie des start-up, en leur permettant de développer des prototypes, de valider leur marché et de perfectionner leurs idées commerciales. Des programmes d'incubation ou concours sont par ailleurs mis en place, offrant des prix en guise d'incitation et des formations aux start-up. L'écosystème de financement écologique est toutefois loin d'être parfait. Les institutions vertes ont besoin d'expertise, y compris des spécialistes, ingénieur-es et prestataires de conseil en brevets pour aider efficacement les start-up et PME à achever leurs projets durables.

Tirant des enseignements de son expérience avec la création de la start-up verte LUXEED Robotics, la cofondatrice a parlé du **besoin de combler le fossé entre industrie et enseignement supérieur, en favorisant l'utilisation efficace et efficiente des fonds accordés**. De plus, les programmes existants ignorent souvent le secteur ou le stade de développement de l'entreprise, ce qui limite leur impact potentiel. Les institutions vertes doivent impérativement se concentrer sur des secteurs spécifiques comme les technologies, l'énergie ou l'agrotechnologie propres

et tenir compte des différentes étapes du développement de l'entreprise. Ainsi, les start-up et PME en phase de démarrage peuvent passer du stade de prototype à celui de produit fini prêt à être commercialisé, avec l'aide d'une aide et de conseils adaptés. Les start-up agrotechnologiques cherchent à étendre leurs opérations à l'Europe pour garantir une durabilité à long terme. **Les collaborations avec les pays de l'UE fournissent des possibilités de connexions avec le marché** et peuvent aider à comprendre les normes de certification nécessaires pour exporter ou concevoir les produits, mais l'accès à des connaissances spécialisées et à des ressources demeure fondamental. Les subventions elles-mêmes doivent être structurées: une approche du financement par fourchette plutôt que par montant fixe permet aux start-up d'exprimer leurs besoins de manière plus transparente. Par comparaison avec le Liban, certains pays adoptent une approche plus favorable, où une somme considérable est attribuée et répartie en fonction des besoins des start-up individuelles. Cette approche favorise une répartition juste des ressources et maximise l'impact des subventions. En résumé, **pour améliorer le paysage du financement vert, il est essentiel de combler les lacunes en matière d'orientation sectorielle, de différenciation du stade de développement, d'intégration dans l'écosystème, d'évaluation de la réputation et de structuration des subventions**. En mettant en œuvre ces recommandations, basées sur l'expérience directe d'une jeune entrepreneuse dans le domaine de l'agrotechnologie, l'appui fourni aux start-up et aux PME gagnera en efficacité et donnera lieu à une croissance et à une innovation durables sur la scène libanaise et, plus généralement, dans la région méditerranéenne.

## FINANCEMENT D'UN DÉVELOPPEMENT VERT ET INCLUSIF EN JORDANIE

COLLABORATION / JORDANIE

Plusieurs initiatives financières sont actuellement mises en œuvre en Jordanie pour mobiliser des ressources en faveur de la croissance verte du pays:

- Le programme du *Mécanisme de financement de l'économie verte (GEFF)* soutient les entreprises et propriétaires immobiliers souhaitant investir dans des technologies vertes par le biais d'un réseau de plus de 190 institutions financières locales dans 29 pays appuyées par plus de 46,3 milliards d'euros de financements de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). En Jordanie, la BERD et le Microfonds pour les femmes (MFV) ont signé un prêt de **2 millions d'USD dans le cadre du GEFF** en août 2022: les fonds prennent la forme de prêts à des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) et favorisent l'extension des prêts verts aux entreprises locales promouvant l'action climatique.
- **Amam Ventures** est un fonds d'investissement à impact qui fournit à la fois un capital-investissement et une assistance technique pour appuyer la durabilité et la croissance des PME engagées en faveur de la diversité et de l'inclusion. L'entreprise investit à travers des instruments de quasi-participation, qui sont favorables à l'entrepreneuriat et adoptent une perspective de genre.

Les adventices constituent un défi mondial persistant pour l'agriculture, puisqu'elles causent des pertes de récoltes en épuisant les nutriments et l'eau nécessaires aux cultures. Malgré les solutions qui existent comme les pulvérisateurs d'herbicides, la main-d'œuvre manuelle et le sarclage mécanique, les agriculteurs enregistrent des pertes de profit pouvant monter jusqu'à 50%. De plus, les herbicides produisent des effets négatifs sur la santé humaine, l'environnement et la qualité du sol. [LUXEED Robotics](#) développe «*Ultron*», un robot agricole qui utilise des lasers et l'intelligence artificielle de l'apprentissage automatique pour éliminer efficacement les adventices sans recourir aux herbicides. Contrairement à d'autres méthodes, il empêche la mauvaise herbe de repousser en éliminant directement son centre de croissance. *Ultron* offre aux agriculteurs l'occasion d'améliorer leur rendement agricole tout en produisant des produits de qualité. Grâce à cette innovation, les agriculteurs libanais peuvent multiplier leurs exportations grâce à une baisse des résidus dans le sol.

LUXEED Robotics est une start-up basée à Beyrouth, fondée par de jeunes entrepreneurs et entrepreneuses avec l'aide du [Programme Agrytech](#) de Berytech, un programme d'incubateur d'entreprises qui leur a fourni des enseignements relatifs à l'entrepreneuriat en parallèle de leurs études et les a aidés à obtenir des fonds pour développer ce robot. Malgré les nombreuses difficultés rencontrées, y compris la pandémie de COVID-19, l'hyperinflation et d'autres problèmes propres au Liban, l'entreprise a réussi à dépasser le stade de prototype, et est désormais en phase de préparation pour le développement de produit. Un projet pilote a pu être mené sur une vaste exploitation au Liban, et l'objectif est d'offrir des services de sarclage à un nombre plus élevé d'exploitants au cours de la prochaine saison des oignons à Akkar, dès 2023.

#### INITIATIVES DE 4C MAROC VISANT À AMÉLIORER LA CAPACITÉ DES FEMMES À LUTTER CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Le Centre de compétences en changement climatique "[4C Maroc](#)", a créé, en mars 2023, un Club Genre et Changement climatique pour impliquer activement les femmes dans le processus décisionnel concernant les changements climatiques et la sécurité alimentaire. Ce club comprend des femmes occupant des postes à responsabilités dans différents secteurs comme la pêche, l'agriculture, la foresterie, l'environnement, le transport et l'énergie. Il fournit un forum d'échanges et de dialogue et une plateforme pour la création de collaborations potentielles dans le cadre de nouvelles initiatives. Les élues de régions importantes du Maroc, y compris Casablanca et Rabat, ont aussi été invitées à participer au club pour écouter d'autres femmes et responsables politiques et favoriser la création de liens entre différents groupes. Les femmes travaillant pour des ONG ont été invitées à partager leurs expériences et à réfléchir collectivement à la manière de surmonter les obstacles dans certains secteurs comme l'agriculture. Les organisations nationales et organisations internationales comme la FAO et le PNUD ont aussi été invitées à écouter ces femmes, à comprendre leurs besoins et à montrer la voie du développement de projets, de la coopération et des partenariats axés sur les changements climatiques. L'objectif est de mieux intégrer les femmes dans toutes les activités du club. 4C compte établir un plan de travail pour le club et insister sur son ouverture aux femmes de tout le continent africain, de toute la région MENA et d'autres pays au-delà de la zone méditerranéenne.

En réponse à l'absence de spécialistes des changements climatiques sur le marché du travail africain, 4C Maroc a lancé l'*African Academy*, une initiative qui vise à améliorer les compétences et capacités en négociation des femmes et des hommes du Maroc et du continent. Le programme de master class de l'académie, destiné aux jeunes spécialistes de moins de 35 ans qui possèdent déjà un diplôme de master, accueille chaque année près de 300 jeunes Africains et Africaines. Cette formation gratuite a lieu en ligne, en direct et sous la direction d'enseignants, et se déroule sur six mois. L'académie a jusqu'ici réussi à former 1 200 personnes et vise à encourager la participation des femmes compte tenu du manque d'expertes des changements climatiques à l'échelle mondiale: 55% des participants sont donc des femmes. Une version condensée (quelques semaines seulement) du programme de formation devrait être lancée courant 2023. Ce programme a pour objet de fournir aux stagiaires des possibilités d'emplois dans le domaine de la préservation du climat, prenant aussi la forme deancements de start-up agroalimentaires. La formation permet aux stagiaires de comprendre les liens entre les changements climatiques et leur travail et renforce leurs capacités sur la manière d'accéder aux financements climatiques et de développer des projets bancables.



### Partnership for Research and Innovation in the Mediterranean Area (PRIMA)

représenté par M. Octavi Quintana Trias, Directeur.

La Fondation PRIMA met en œuvre un programme conjoint, promu et cofondé par la Commission européenne et 19 États euroméditerranéens pour renforcer les capacités de recherche et d'innovation et développer des connaissances et des innovations relatives aux systèmes hydriques, agricoles et alimentaires de la Méditerranée. Les activités de recherche et d'innovation de PRIMA sont sous-tendues par un engagement fort en faveur du réseautage national, régional et international, et sont ouvertes aux collaborations et synergies entre équipes de recherche, agences gouvernementales et parties prenantes privées. Ses objectifs stratégiques consistent à renforcer les capacités d'innovation, harmoniser les programmes nationaux et former une masse critique d'acteurs dans la région. PRIMA, doté d'un budget total de près de 500 millions, a déjà financé, au cours de ses cinq premières années de vie, 200 projets pour un budget d'environ 290 millions d'EUR en faveur de près de 2000 bénéficiaires et mis en lien plus de 10000 chercheurs et chercheuses dans toute la zone.

Les problématiques de genre dans les systèmes agroalimentaires ne se limitent pas qu'aux femmes et concernent également les hommes, et peuvent être abordées efficacement dans tous les secteurs en impliquant à la fois les hommes et les femmes. L'accès équitable à l'éducation, à la formation et aux services financiers est essentiel pour relever les défis posés par les inégalités entre les genres, qui sont profondément ancrées dans la culture. Il est également nécessaire d'officialiser et de reconnaître l'impact du travail informel des femmes, puisqu'il contribue à façonner les dynamiques de genre. En s'intéressant davantage à la problématique du travail informel, la société peut mieux comprendre les difficultés ancrées dans les cultures et les sociétés. Il convient par ailleurs de produire des données pour comprendre la situation actuelle en matière de problématiques de genre et pour évaluer les progrès et alimenter les débats et discussions relatifs à l'égalité entre les genres. En l'absence de données, il devient très difficile de définir les secteurs ayant enregistré des améliorations ou de savoir si la société régresse en termes d'égalité entre les genres. Le besoin d'aborder les problématiques de genre est étroitement lié à l'écologisation de l'agriculture et de la production alimentaire : la transition verte vers des systèmes alimentaires plus durables doit comprendre différents aspects, comme le renforcement des capacités, l'accès à des services financiers plus inclusifs ou encore la reconnaissance du travail

informel. Les perspectives culturelles doivent être prises en compte pour façonner les politiques d'adaptation et d'atténuation liées à la durabilité.

Les parties prenantes méditerranéennes engagées dans les [concertations nationales et indépendantes du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires en 2021](#) ont insisté sur le fait que la transformation des systèmes alimentaires nécessitait une gouvernance inclusive et équitable qui reconnaît le rôle clé joué par les femmes dans ce contexte.

La Plateforme SFS-MED s'est engagée à favoriser le dialogue et la collaboration entre les gouvernements, les entreprises agroalimentaires, le monde de la recherche, les organisations internationales et la société civile, afin d'assurer la prise en compte de l'égalité entre les genres et de l'autonomisation des femmes dans les systèmes agroalimentaires. Le partage de connaissances, d'expériences et d'exemples de réussite peut entraîner la mise en place de solutions adaptées assurant l'autonomisation des femmes dans tous les aspects de la transition verte. En travaillant ensemble, il est possible d'assurer un avenir plus durable, plus inclusif et plus sensible aux questions de genre pour les systèmes alimentaires méditerranéens et de garantir la participation active des femmes afin d'améliorer la santé de la région et de la rendre plus verte.

### PLATEFORME SFS-MED

COLLABORATION / MÉDITERRANÉE

La [Plateforme SFS-MED](#) est une initiative pluri-partite codirigée par la FAO, le CIHEAM, l'UpM et PRIMA, prenant la forme d'un projet affilié du Programme SFS du réseau One Planet. Elle agit comme **forum** de dialogue et de collaboration pluri-partite, **réseau** favorisant le partage de connaissances et le renforcement des capacités, et **moteur** de coopération régionale sur des thématiques prioritaires pour la transformation des systèmes alimentaires durables en Méditerranée. Ouverte à toutes les parties prenantes des systèmes alimentaires de la région méditerranéenne, elle vise à créer une communauté pour exploiter et partager les connaissances, l'expérience et les compétences des acteurs des systèmes alimentaires dans la région afin de mettre en place une action concertée pour la transformation durable des systèmes alimentaires.

Contactez le [Bureau de coordination de la Plateforme SFS-MED](#) pour plus d'informations sur les modalités d'engagement.

## REMERCIEMENTS

---

Ce webinaire a été conçu dans le cadre de l'initiative SFS-MED. Nous tenons à exprimer notre gratitude au Bureau de coordination de la Plateforme SFS-MED (CIHEAM, FAO, PRIMA, UpM), et plus particulièrement à l'équipe qui a assuré la conception de ce webinaire: Antonella Autino (PRIMA), Laura De Matteis (Division des systèmes alimentaires et de la sécurité sanitaire des aliments — ESF, FAO), Anna Dorangricchia (UpM), Valentina Franchi (Bureau régional pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord — RNE, FAO), Lucille Guiheneuf (PRIMA), Anna Jenderedjian (Bureau régional pour l'Europe et l'Asie centrale — REU, FAO), Tommaso Mattei (ESF, FAO), Maggie Refaat (RNE, FAO), Jacopo Schürch (ESF, FAO), Yasmine Seghirate (CIHEAM), José Valls Bedeau (ESF, FAO), Mohamed Wageih (PRIMA).

La mise en page graphique a été assurée par Simone Mari et la traduction par Angeline Hadman.

## NOTES

<sup>1</sup>FAO. 2023. *La situation des femmes dans les systèmes agroalimentaires*. Rome, FAO. Disponible (en anglais) à l'adresse:

<https://doi.org/10.4060/cc5343en> [Résumé en français à l'adresse: <https://www.fao.org/documents/card/fr/c/cc5060fr>]

<sup>2</sup>Banque mondiale. 2022. Emplois dans l'agriculture (% du total des emplois) (modélisé à partir des estimations de l'Organisation internationale du Travail).

In: *Données de la Banque mondiale*. Washington D.C., Banque mondiale. Cité 01/05/2023. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.AGR.EMPL.ZS>

<sup>3</sup>FAO. 2011. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2010-2011. Le rôle des femmes dans l'agriculture. Combler le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement*. Rome, FAO. [fao.org/3/i2050f/i2050f.pdf](http://fao.org/3/i2050f/i2050f.pdf)

<sup>4</sup>FAO. 2022. Genre et statistiques foncières. In: *Base de données Genre et droit à la terre de la FAO*. Rome, FAO. Cité mai 2023. Disponible à l'adresse:

[https://www.fao.org/gender-landrights-database/data-map/statistics/fr/?sta\\_id=982](https://www.fao.org/gender-landrights-database/data-map/statistics/fr/?sta_id=982)

<sup>5</sup>Voir la note 1.

<sup>6</sup>Seghirate, Y. 2017. «Les femmes méditerranéennes dans les communautés rurales et agricoles: Une double peine, des opportunités multiples». *IEMed Mediterranean Yearbook 2017*. Barcelone, Espagne, IEMed. Disponible (en anglais) à l'adresse: [https://bit.ly/women\\_IEMed2017](https://bit.ly/women_IEMed2017)

<sup>7</sup>Najjar, D., Baruah, B. et El Garhi, A. 2019. «Femmes, irrigation et normes sociales en Égypte: "Plus les choses changent, plus elles demeurent inchangées?" *Water Policy*, 21(2): 291–309. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://doi.org/10.2166/wp.2019.154>

<sup>8</sup>Voir la note 1.

<sup>9</sup>FAO et ONU Femmes. 2021. *Profil national relatif au genre de l'agriculture et des moyens d'existence ruraux – Bosnie-Herzégovine*. Série Évaluations par pays de l'égalité des genres. Budapest/Sarajevo, FAO. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://doi.org/10.4060/cb5472en>

<sup>10</sup>FAO. 2021. *Évaluation genre des secteurs de l'agriculture et du développement rural – Égypte*. Série Évaluations par pays de l'égalité des genres. Rome, FAO. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://doi.org/10.4060/cb8060en>

<sup>11</sup>FAO. 2021. *Évaluation genre des secteurs de l'agriculture et du développement rural – Liban*. Édition révisée. Série Évaluations par pays de l'égalité des genres. Beyrouth, FAO. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://doi.org/10.4060/cb5909en>

<sup>12</sup>Belaïd, J.L. 2022. Briser le plafond de verre: Perspectives et pistes d'inclusion et d'autonomisation des femmes dans les sociétés méditerranéennes. *Quaderns de la Mediterrània*, 34, «Les femmes méditerranéennes franchissent les barrières». Barcelone, Espagne, Institut européen de la Méditerranée (IEMed). Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://bit.ly/3pMnFcV>

<sup>13</sup>Martinovska Stojcheska, A., Kotevska, A., Stamenkovska, I.J., Dimitrievski, D., Zhllima, E., Vaško, Ž., Bajramović, S. et al., 2021, *Développements politiques récents dans le secteur agricole dans le contexte du processus de rapprochement législatif de l'UE dans les pays en phase de pré-adhésion*, Martinovska Stojcheska, A., Kotevska, A., Ciaian, P., Ilic, B., Pavloska-Gjorgjieska, D. et Salputra, G. dir. Luxembourg, Office des publications de l'Union européenne. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://doi.org/10.2760/041338>

<sup>14</sup>Nations Unies Jordanie. 2020. *Méta-analyse de la participation des femmes à la population active en Jordanie*. Amman, Nations Unies. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://bit.ly/46bQ2AX>

<sup>15</sup>Royaume hachémite de Jordanie. 2023. Vision de modernisation économique. *Libérer le potentiel pour construire l'avenir*. Amman, Royaume hachémite de Jordanie. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://bit.ly/3sPemKK>

<sup>16</sup>Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). 2021. *Composition par sexe. Note du Secrétariat*. FCCC/CP/2021/4. Bonn, Allemagne. CCNUCC. Disponible à l'adresse: [https://unfccc.int/sites/default/files/resource/cp2021\\_04F.pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/resource/cp2021_04F.pdf)

<sup>17</sup>Organisation de femmes pour l'environnement et le développement (Women's Environment & Development Organization – WEDO). 2022. *Participation des femmes à la CCNUCC: rapport 2022*. New York, États-Unis, WEDO. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://bit.ly/3lenCg7>

<sup>18</sup>Voir la note 14.

<sup>19</sup>UpM. 2022. *Rapport d'avancement régional 2021 sur l'égalité des genres*. Barcelone, Espagne, UpM. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://bit.ly/42JxfMg>

## RESSOURCES

Une vidéo du webinaire est disponible à [cette adresse](#). La note conceptuelle et l'ordre du jour sont disponibles à [cette adresse](#).

### Publications

- **CIHEAM.** 2022. *Égalité entre hommes et femmes dans la région Méditerranée. Présentation générale et zoom sur le secteur agricole et les zones rurales.* Paris, CIHEAM. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://bit.ly/3BHs3fK>
- **CIHEAM et UpM.** 2018. *Renforcer le rôle des femmes dans les domaines ruraux et agricoles. Obstacles et opportunités.* Lettre de veille n° 40. Barcelone, Espagne, UpM. Disponible (en anglais et français) à l'adresse: <https://bit.ly/3pS0tdi>
- **FAO.** 2011. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2010-2011. Le rôle des femmes dans l'agriculture. Comblant le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement.* Rome, FAO. [fao.org/3/i2050f/i2050f.pdf](http://fao.org/3/i2050f/i2050f.pdf)
- **FAO.** 2016. *Genre, agriculture et développement rural en Albanie.* Série Évaluations par pays de l'égalité des genres. Budapest, FAO. Disponible (en anglais) à l'adresse: [fao.org/3/i5413e/i5413e.pdf](http://fao.org/3/i5413e/i5413e.pdf)
- **FAO.** 2021. *Évaluation genre des secteurs de l'agriculture et du développement rural — Égypte.* Série Évaluations par pays de l'égalité des genres. Rome, FAO. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://doi.org/10.4060/cb8060en>
- **FAO.** 2021. *Évaluation genre des secteurs de l'agriculture et du développement rural — Liban.* Édition révisée. Série Évaluations par pays de l'égalité des genres. Beyrouth, FAO. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://doi.org/10.4060/cb5909en>
- **FAO.** 2021. *Évaluation genre des secteurs de l'agriculture et du développement rural — Palestine.* Série Évaluations par pays de l'égalité des genres. Rome, FAO. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://doi.org/10.4060/cb4824en>
- **FAO.** 2021. *Évaluation genre des secteurs de l'agriculture et du développement rural — République du Soudan.* Série Évaluations par pays de l'égalité des genres. Rome, FAO. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://doi.org/10.4060/cb7042en>
- **FAO.** 2021. *Évaluation genre des secteurs de l'agriculture et du développement rural — Mauritanie.* Série Évaluations par pays de l'égalité des genres. Rome, FAO. Disponible à l'adresse: <https://doi.org/10.4060/cb3483fr>
- **FAO.** 2021. Action en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes pour des systèmes alimentaires et une agriculture résilients au climat. Document d'information. In: *Réunion du groupe d'expertes et d'experts: Réalisation de l'égalité des genres et avancement de toutes les femmes et de toutes les filles dans le contexte des politiques et programmes relatifs aux changements climatiques et à la réduction des risques environnementaux et des risques de catastrophes.* 66<sup>e</sup> session de la Commission de la condition de la femme (CSW66). New York, États-Unis, ONU Femmes. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://bit.ly/3BvnLly>
- **FAO.** 2021. *Profil national relatif au genre de l'agriculture et des moyens d'existence ruraux — Serbie.* Série Évaluations par pays de l'égalité des genres. Budapest, FAO. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://doi.org/10.4060/cb7068en>
- **FAO.** 2022. *Évaluation genre des secteurs de l'agriculture et du développement rural — Tunisie.* Série Évaluations par pays de l'égalité des genres. Rome, FAO. Disponible à l'adresse: <https://doi.org/10.4060/cc0002fr>
- **FAO.** 2022. *Intégration de la dimension de genre dans l'agriculture et la sécurité alimentaire: Expériences de la FAO en Türkiye, 2021.* Ankara, FAO. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://doi.org/10.4060/cc0840en>
- **FAO.** 2023. *Évaluer le lien entre genre, eau et agriculture en Égypte.* Le Caire, FAO. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://doi.org/10.4060/cc3019en>
- **FAO.** 2023. *La situation des femmes dans les systèmes agroalimentaires.* Rome, FAO. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://doi.org/10.4060/cc5343en> (Résumé en français à l'adresse: <https://www.fao.org/documents/card/fr/c/cc5060fr>)
- **FAO et ONU Femmes.** 2021. *Profil national relatif au genre de l'agriculture et des moyens d'existence ruraux — Bosnie-Herzégovine.* Série Évaluations par pays de l'égalité des genres. Budapest/Sarajevo, FAO. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://doi.org/10.4060/cb5472en>
- **FAO, CIHEAM et UpM.** 2021. *La transformation des systèmes alimentaires — processus et voies d'accès en région Méditerranée: bilan.* Rome, FAO. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://doi.org/10.4060/cb7978en>
- **Plateforme d'agriculture urbaine et périurbaine de Gaza (GUPAP) et Urban Women Agripreneurs Forum (UWAF).** 2021. *Agripreneuriat féminin et urbain dans la bande de Gaza: difficultés et données factuelles.* Gaza, Palestine, GUPAP. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://bit.ly/44pRjn4>
- **Martinovska Stojcheska, A., Kotevska, A., Stamenkovska, I.J., Dimitrievski, D., Zhllima, E., Vaško, Ž., Bajramović, S. et al., 2021, Développements politiques récents dans le secteur agricole dans le contexte du processus de rapprochement législatif de l'UE dans les pays en phase de préadhésion,** Martinovska Stojcheska, A., Kotevska, A., Ciaian, P., Ilic, B., Pavloska-Gjorgjieska, D. et Salputra, G. dir. Luxembourg, Office des publications de l'Union européenne. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://doi.org/10.2760/041338>
- **Safa Barraza, A. et Berthelin, L.** 2022. *Analyse de la résilience climatique et du risque de catastrophe pour les chaînes de valeur sensibles au genre: Note d'orientation.* Rome, FAO. Disponible à l'adresse: <https://www.fao.org/documents/card/en/c/CC0051FR>
- **Royaume hachémite de Jordanie.** 2023. *Vision de modernisation économique. Libérer le potentiel pour construire l'avenir.* Amman, Royaume hachémite de Jordanie. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://bit.ly/3sPemKK>



- **UpM.** 2022. *Rapport d'avancement régional 2021 sur l'égalité des genres*. Barcelone, Espagne, UpM. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://bit.ly/42JxfMg>
- **ONU Femmes.** 2021. *Note stratégique d'ONU Femmes Albanie, 2022-2026*. Tirana, ONU Femmes. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://bit.ly/46l7gNt>
- **Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO).** 2022. *Intégrer le genre dans les actions climatiques des pays arabes*. Beyrouth, CESAO. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://bit.ly/3o50Y1p>
- **Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).** 2021. *Composition par sexe. Note du Secrétariat*. FCCC/CP/2021/4. Bonn, Allemagne. CCNUCC. Disponible à l'adresse: [https://unfccc.int/sites/default/files/resource/cp2021\\_04F.pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/resource/cp2021_04F.pdf)
- **Nations Unies Jordanie.** 2020. *Méta-analyse de la participation des femmes à la population active en Jordanie*. Amman, Nations Unies. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://bit.ly/46bQ2AX>

## Articles

- **Belaid, J.L.** 2022. Briser le plafond de verre: Perspectives et pistes d'inclusion et d'autonomisation des femmes dans les sociétés méditerranéennes. *Quaderns de la Mediterrània*, 34, «Les femmes méditerranéennes franchissent les barrières». Barcelone, Espagne, Institut européen de la Méditerranée (IEMed). Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://bit.ly/3pMnFcV>
- **Deininger, F. et Gren, A.** 2022. Lutter contre la crise climatique et stimuler l'égalité en donnant des emplois verts aux femmes. In: *Blogs de la Banque mondiale*. Washington D.C., Banque mondiale. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://bit.ly/3M6Y2ei>
- **Seghirate, Y.** 2017. «Les femmes méditerranéennes dans les communautés rurales et agricoles: Une double peine, des opportunités multiples». *IEMed Mediterranean Yearbook 2 017*. Barcelone, Espagne, IEMed. Disponible (en anglais) à l'adresse: [https://bit.ly/women\\_IEMed2017](https://bit.ly/women_IEMed2017)
- **Organisation de femmes pour l'environnement et le développement (Women's Environment & Development Organization – WEDO).** 2022. *Participation des femmes à la CCNUCC: rapport 2022*. New York, États-Unis, WEDO. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://bit.ly/3lenCg7>

## Sites Internet et ressources en ligne

- **CIHEAM.** *Améliorer l'intégration de la dimension de genre pour des actions en faveur d'un développement rural et d'une sécurité alimentaire durables (GEMAISA)*. Bari, Italie, CIHEAM. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://bit.ly/3M8K6Aw>
- **FAO.** 2022. Genre et statistiques foncières. In: *Base de données Genre et droit à la terre de la FAO*. Rome, FAO. Cité mai 2023. Disponible à l'adresse: [https://www.fao.org/gender-landrights-database/data-map/statistics/fr/?sta\\_id=982](https://www.fao.org/gender-landrights-database/data-map/statistics/fr/?sta_id=982)
- **FAO.** 2023. WeCaN - Communauté de pratique. In: *Sylviculture en zone aride*. Rome, FAO. Disponible (en anglais) à l'adresse: <https://bit.ly/433g73H>
- **UpM.** 2022. Programme de subventions de l'UpM pour promouvoir l'emploi et l'entrepreneuriat dans le secteur de l'économie verte. In: *Union pour la Méditerranée*. Barcelone, Espagne, UpM. Disponible à l'adresse: <https://ufmsecretariat.org/fr/grant-scheme-2023/>

**Pour plus d'informations et pour toute prise de contact:** [coordinationdesksfsmplatform@iamb.it](mailto:coordinationdesksfsmplatform@iamb.it)

La plateforme SFS-MED est un projet affilié au Programme des systèmes alimentaires durables du réseau One Planet.

Le présent document a été fait avec l'aide financière de la part du Ministère des affaires étrangères et la coopération internationale d'Italie. Le contenu de la présente publication relève de la responsabilité exclusive de la FAO et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant les points de vue du gouvernement italien.



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO



Pour plus d'informations et contacts:  
[coordinationdesksfsmplatform@iamb.it](mailto:coordinationdesksfsmplatform@iamb.it)